

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 18/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERMIX – ADM (ex. LACTINA SAS)**

107 RUE DU RHIN NAPOLEON  
67000 Strasbourg

Références : 1283/AD/AG  
Code AIOT : 0006701283

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SERMIX – ADM, implanté 107 rue du Rhin Napoléon 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'un suivi de mise en demeure (APMD du 20/10/2023).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERMIX SAS (ex. LACTINA SAS)
- 107 rue du Rhin Napoléon 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701283
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERMIX est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'alimentation animale.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 04 août 2000.

Elles sont soumises au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515, régi par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515.

Elles relèvent par ailleurs du régime déclaratif au titre des rubriques :

- Rubrique 4510-2 (DC) : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (25t) ;
- Rubrique 2260-1b (D) : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels (285kW).

## Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Transmission des résultats de contrôles périodiques	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
2	AIR - émission dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Sans objet
3	AIR – valeurs limites d'émission & surveillance	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières		
4	AIR / poussières - exploitation entretien & zone ATEX	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 9 et 16	Sans objet
5	ZONES DE DANGERS	Arrêté Préfectoral du 04/08/2000, article 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 20 octobre 2023 qui cesse de produire ses effets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Transmission des résultats de contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SERMIX est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 107 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg (67000) de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 04 août 2000 et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 repris ci-après :</p> <p>- Arrêté préfectoral du 04/08/2000 - 71. Modalités générales de contrôle</p> <p>Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant, selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus (...). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le précédent contrôle, des résultats d'analyses ont été communiqués à l'inspection, via l'application GIDAF ou par courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- résultats d'analyse des rejets du système de dépoussiérage du 20/09/2023 ;</li> <li>- résultats d'analyses de retombées de poussières du 26/09 au 25/10/2023 ;</li> <li>- résultats d'analyses complémentaires des eaux souterraines du 04/01/2024 (qui complètent l'analyse du 28/08/2023).</li> </ul> <p>Aucun dépassement n'a été mis en évidence.</p> <p>L'ensemble de ces résultats n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2 : AIR - émission dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 37</p> <p>« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes</p>

<p>les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. »</p> <p>« Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite au précédent contrôle, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste de ses "points de prélèvement de rejets atmosphériques", il existe 3 points de rejets (émissaires) externes et 2 internes au bâtiment ;</li> <li>- un "schéma d'implantation des émissaires de rejets" dans l'établissement ;</li> <li>- la fiche technique du filtre (poche filtrante) "Donaldson Dalamatic 1,25M Dura-life Anti-static" et du "FEUTRE PE 500-F-HSC-SAS-WO" ;</li> <li>- le tableau de "suivi de maintenance des filtres".</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté sa procédure en cas de dysfonctionnement (panne) du système de désempoussiérage (réf. : Q/WSF/3573v.01 mise à jour le 02/02/2024), ainsi que son tableau de suivi de maintenance, qui est correctement tenu à jour (dernière intervention en date du 16/01/2024).</p> <p>Concernant les <b>points de rejets, ceux internes ne figurent pas sur le schéma d'implantation des émissaires de rejets</b> dans l'établissement.</p> <p>L'arrêté ministériel du 26/11/2012 (rubrique 2515) rappelle à son article 2 la définition suivante : « (...) - "Émissaire de rejets" : extrémité d'un réseau canalisé prévu pour rejeter les effluents d'un site ».</p> <p>De ce fait, qu'ils soient internes ou externes, les points de rejets doivent tous être recensés et faire l'objet d'une analyse.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le schéma sera corrigé pour ajouter les 2 points manquants. Par ailleurs, l'ensemble des émissaires fait bien l'objet d'une analyse annuelle.</p> <p>Un contrôle périodique des installations de ventilation est mis en place. Une société prestataire procède, une fois par an, à des mesures d'aspiration et vérifie l'efficacité du système de ventilation. Le dernier contrôle a été réalisé le 14/11/2023. Il n'a pas révélé d'anomalies.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

### N° 3 : AIR – valeurs limites d'émission & surveillance poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 1<sup>er</sup></p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SERMIX est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 107 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg (67000) de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 04 août 2000 et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 repris ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 - Article 41 :</li> </ul> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>« - pour les autres installations : 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes, 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations nouvelles.</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement (...) »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 - Article 57 :</li> </ul> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. »</p>

<p>- « Arrêté préfectoral du 04 août 2000 - 8.4 - Valeurs limites de rejet : Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution : "poussières : 100 mg/Nm3 (concentration moyenne sur 24h) et 1 kg/h (flux horaire moyen sur 24h)" Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, la valeur en flux s'applique à la somme des émissaires rejetant le même polluant. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- Concernant les rejets de poussières, l'exploitant a fourni un "plan d'action et de suivi" de ses actions correctives. Des analyses ont été réalisées le 20/09/2023 pour vérifier l'efficacité des actions menées. Les résultats de ces analyses sont conformes. Un contrat pour une campagne de prélèvements annuelle est établi avec une société prestataire.</p> <p>Il a pu être constaté, que la VLE pour le flux de poussières (de 1 kg/h, flux horaire moyen sur 24h, pour la somme des émissaires rejetant le même polluant) n'est pas indiquée dans les résultats du 20/09/2023. L'exploitant veillera donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit à faire modifier les rapports, par le prestataire, pour que la VLE apparaisse et qu'elle soit appliquée à la somme de l'ensemble des émissaires rejetant le même polluant ;</li> <li>- soit à commenter lui-même ses résultats, avec le calcul de la somme des VLE moyennes des émissaires rejetant le même polluant (somme qui devra être inférieure à 1kg/h).</li> </ul> <p>- L'exploitant a fait réaliser des mesures de retombées de poussière du 26/09/23 au 25/10/23. Les résultats de ces mesures n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection. Un contrat pour une campagne de prélèvements trimestrielle est établi avec une société prestataire.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 4 : AIR / poussières - exploitation entretien & zone ATEX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 9 et 16</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 9 Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p> <p>Article 16 Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire. Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés (...) sont disposés aux abords des installations, entretenus constamment en bon état (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- Suite au précédent contrôle, l'exploitant a transmis son plan de nettoyage de l'usine. De plus, un contrat a été établi avec une entreprise extérieure habilitée au travail en hauteur, pour 4 semaines d'intervention, afin de procéder au nettoyage complet de l'usine. La société est déjà intervenue en décembre 2023 et janvier 2024. Elle réalisait le nettoyage du 3<sup>e</sup> étage le jour de la visite et le 4<sup>e</sup> étage reste encore à être nettoyé. Par la suite, l'entreprise sera sollicitée en fonction du niveau d'empoussièrement de l'usine, aucune fréquence spécifique de passage n'a été établie.</p>

<p>- Propreté des locaux : au 4<sup>e</sup> étage, une partie de la croix d'empoussièrment est non perceptible. L'exploitant a indiqué que le niveau d'empoussièrment plus important dans cette partie de l'étage est dû à un incident technique survenu la semaine précédente, qui a fait l'objet d'une maintenance depuis. Le nettoyage de la zone devait intervenir en même temps que le passage de la société qui effectue le nettoyage des parties hautes. Par courriel du 14/02/2024, l'exploitant a envoyé 3 photographies, permettant de voir que le nettoyage de cette zone a été réalisé. La zone est dépoussiérée et la croix d'empoussièrment est visible.</p> <p>Il a aussi été constaté la présence d'une soufflette à cet étage, à proximité d'une zone ATEX et d'une zone environnante très poussiéreuse. L'exploitant n'a pu préciser si des consignes d'utilisations étaient disponibles pour cet équipement, ni quel usage était prévu pour ce matériel (maintenance ? Nettoyage ?). Or, il est rappelé que l'usage de soufflette en présence de poussières combustibles (ex. : chargement ou déchargement de produits pulvérulents tels que des céréales relevant de la rubrique 2260, dépoussiérage de filtres, ...) peut générer une mise en suspension d'une couche de poussière de matière combustible, qui au contact d'un comburant (en général l'oxygène de l'air) et d'une source d'inflammation (étincelle, travail par point chaud ...) peut être à l'origine d'une explosion. Par courriel du 14/02/2024, l'exploitant a précisé que la soufflette est utilisée à des fins de maintenance uniquement et que dorénavant, une vanne d'isolement sera mise en place en amont et verrouillée à clef, afin de la rendre uniquement accessible et utilisable par le service de maintenance. L'exploitant veillera à s'assurer que l'équipe de maintenance est sensibilisée aux risques liés à l'utilisation de soufflette en zone potentiellement ATEX.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 5 : ZONES DE DANGERS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2000, article 14
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 14 : Définition des zones de danger</p> <p>L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les zones à risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.</p> <p>Les zones à risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.</p> <p>Les zones à risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite au précédent contrôle, l'exploitant a fourni un plan mentionnant les zones de risques d'explosion, d'incendie et toxiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites